



Les avoires des sénateurs Mary K. King

La demande des sénateurs indépendants de se joindre à la magistrature en ce qui a trait à la déclaration des avoires exigée par la *Integrity in Public Life Act* aurait pu être l'occasion de débattre les nouvelles façons de lutter contre la corruption. L'occasion m'a été donnée par Dale Enoch de Radio 95,5 de lancer la discussion et l'information a été partagée avec professionnalisme avec les auditeurs. Mes espoirs ont été anéantis quand les médias ont tenté de calomnier les huit sénateurs qui voulaient rouvrir le débat qui avait cours dans le monde. Malheureusement, l'éminent juge pensait que les sénateurs ne lui seraient d'aucune aide pendant qu'elle se penchait sur la volonté des membres de la magistrature d'être exemptés de déclarer leurs biens. Et paradoxalement, notre intervention faisait suite à une invitation publique faite par la Cour supérieure aux parties intéressées de demander à être entendues. Mais il convient de souligner que la Convention de l'ONU contre la corruption porte surtout sur la transparence dans les finances publiques et mentionne la magistrature comme un groupe important à surveiller.

Permettez-moi toutefois de corriger l'impression donnée par Anna Ramdass dans l'Express selon qui, après la décision du juge, trois des sénateurs indépendants ont décidé de déclarer leurs avoires. Les huit qui voulaient faire partie du débat de la magistrature prennent part au processus législatif du pays et respecté la loi dès le début. Contrairement à la magistrature, nous avons tous déclaré nos avoires comme le voulait la loi, et ce, bien avant de demander à prendre part aux délibérations du tribunal.

Il est connu publiquement que j'ai démissionné de mon poste de présidente de l'Institut de la transparence de Trinidad-et-Tobago parce que le comité exécutif de l'Institut me demandait de faire connaître publiquement mes affaires personnelles au nom de la transparence. Si j'étais d'avis que l'obligation de déclarer mes biens constituait aussi une atteinte déraisonnable à ma vie privée, je n'aurais pas besoin de l'encouragement d'un « faux jeton » pour démissionner du Sénat.

Mais poursuivons le débat sur la lutte contre la corruption par la déclaration des biens. Trinidad-et-Tobago a signé les conventions de l'OÉA et de l'ONU contre la corruption. Le pays a donc accepté la responsabilité d'établir un organisme anticorruption et d'actualiser sa législation dans le but d'enrayer la corruption chez les fonctionnaires et les titulaires d'une charge publique. Permettez-moi aussi de citer l'initiative anticorruption de la BAD/l'OCDE en Asie-Pacifique :

« Détecter un acte de corruption et surtout fournir suffisamment de preuves en cour est une entreprise particulièrement difficile. Il est en effet difficile de détecter et de

confisquer des biens inscrits au nom de membres de la famille ou d'autres agents. En revanche, la richesse inexplicée, le mode de vie luxueux et l'enrichissement illicite des fonctionnaires et politiciens sont relativement faciles à mettre au grand jour. Par conséquent, certains pays ont criminalisé le simple fait pour des fonctionnaires de posséder des richesses inexplicées. (Les conventions de l'ONU et l'OÉA contiennent une telle disposition.)

On peut en conclure qu'il est plus efficace et moins intrusif de surveiller l'enrichissement illicite (l'ex président Fujimori du Pérou en est accusé) que de faire déclarer les biens. La déclaration des biens, comme le premier ministre l'a déclaré récemment, empêche des personnes du secteur privé d'accepter de siéger aux conseils d'administration des entreprises d'État. Sa solution est de les exempter de déclarer leurs biens. Il va sans dire que ces personnes font partie du secteur public et peuvent être très impliquées dans l'attribution de contrats frauduleux. Il est de notre devoir de parlementaires de mettre en place des méthodes plus efficaces pour contrer la corruption, mais qui portent moins atteinte à la vie personnelle. Les huit sénateurs indépendants ne sont pas les seuls à penser que l'obligation de déclarer les biens devrait faire place à une formule moins intrusive et plus efficace. L'ex sénateur et professeur Julian Kenny a déclaré à l'Express le 27 décembre 2005 : « Je signale que ma position, quand j'étais au Sénat et au Comité sélect, préconisait un filet serré et l'exclusion des sénateurs et de la magistrature. »

Le but est de ramener au Parlement la loi anticorruption pour respecter nos engagements à l'ONU et à l'OÉA. Nous avons acquis plus d'expérience et la preuve empirique de ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Servons-nous en pour débattre intelligemment les enjeux et ne pas nous abaisser comme cet autre immigrant (je le suis aussi) et faux jeton qui s'interrogeait à haute voix sur les raisons ayant amené l'Irlandaise que je suis à ne pas démissionner du Sénat! maryking@tstt.net.tt